INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 février 2023**

**INFOS MACRO**

* Après trois jours de suite dans le rouge, les marchés actions européens n’ont pas trouvé les ressources nécessaires pour renverser la vapeur ce mercredi. L’indice CAC 40 a fléchi de 0,13% à 7299,26 points et l’EuroStoxx50 a cédé 0,18% à 4242,88 points. Après la pire séance de l’année enregistrée hier, Wall Street retrouve un semblant de peps avec un Dow Jones qui grappille de 0,08%.
* Attendu avec intérêt par les marchés, le principal rendez-vous de la semaine aura lieu ce jour à 20 heures aux Etats-Unis avec le compte rendu du dernier comité de politique monétaire de la Fed.
* Au regard du retour à la croissance des indices PMI Composites d'activités en Europe et aux Etats-Unis, les investisseurs anticipent désormais que le cycle de resserrement monétaire des banques centrales sera plus long que prévu. Ces statistiques ont cependant été dévoilées après la dernière réunion de la Fed, dont les 'minutes' perdent une partie de leur pertinence.
* Le sujet semble diviser au sein même des rangs de la Réserve fédérale américaine. Interrogé sur CNBC, James Bullard, le président de la Fed de ST Louis préconise lui un relèvement du taux des fonds fédéraux à 5,25%-5,5%, soit un effort supplémentaire de 75 points de base.
* " Il nous reste encore un peu de chemin à parcourir pour y parvenir j'ai dit allons là où nous voulons aller et, pour la suite, on verra comment évoluent les indicateurs. Espérons que nous parviendrons à la désinflation en 2023 ", a-t-il déclaré.
* Parmi les indicateurs macroéconomiques du jour, il faut noter l'inflation allemande qui est confirmée à 8,7% en janvier sur un an, atteignant aux normes européennes 9,2% après 9,6% en décembre.
* Par ailleurs, le climat des affaires en France s'améliore légèrement. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands, gagne un point par rapport à janvier. À 103, il reste un peu au-dessus de sa moyenne de longue période (100).
* Les résultats ont continué à animer la cote.
* La Banque de réserve de Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 50 points de base à 4,75%, en ligne avec les attentes. Sur le marché des changes, le dollar néozélandais gagne 0,40% à 0,6237 dollar américain. " Bien qu'il y ait des signes précurseurs d'un relâchement de la pression sur les prix, l'inflation de base des prix à la consommation reste trop élevée, l'emploi est toujours au-delà de son niveau maximal durable et les attentes d'inflation à court terme restent élevées " a expliqué l'institution financière.

Avant d'ajouter : " Le Comité a convenu que les conditions monétaires doivent se resserrer davantage ".

Selon MUFG, la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande a ainsi continué de signaler qu'elle prévoit de relever le taux directeur pour atteindre un pic de 5,50% cette année. Les spécialistes prévoient un pic moins élevé.

* Le géant minier anglo-australien Rio Tinto a publié des résultats 2022 décevants. Son bénéfice net 2022 a flanché de 41% atteignant les 12,4 milliards de dollars. Cette chute est due à « l'évolution du prix des matières premières, l'impact de coûts plus élevés de l'énergie et des matériaux bruts nécessaires à ses opérations et à une accélération de l'inflation ». Il a ainsi subi une dynamique inverse après avoir signé des résultats record en 2021.

Son bénéfice net avait augmenté de 72% à 21,09 milliards de dollars, atteignant son plus haut historique, profitant de la hausse des bénéfices liés aux minerais de fer.

* Au troisième trimestre 2022, le taux d'endettement du secteur privé non financier (ménages + sociétés non financières) de la zone euro s'établit à 119,2% du PIB soit une baisse de 0,4 point par rapport au trimestre précédent, a indiqué la Banque de France. L'endettement en valeur nominale continue d'augmenter légèrement mais cette hausse est plus que compensée par la nette croissance annuelle du PIB nominal.

Dans le détail, la baisse est particulièrement marquée en Espagne (- 3 points) ; le ratio de dette privée diminue également en Italie (- 0,5 point) tandis qu'il augmente en Allemagne (+ 0,7 point au troisième trimestre 2022).

Le ratio français est stable (la hausse de la dette ayant été compensée par la croissance du PIB nominal) et s'établit à 147% du PIB. Le ratio de dette privée français reste le plus élevé des grands pays européens.

* " Les taux d'inflation IPC ont commencé à montrer des signes de ralentissement au cours des derniers mois dans de nombreuses économies, mais les banques centrales continuent de relever les taux d'intérêt par crainte de pressions inflationnistes sous-jacentes persistantes, comme le souligne le dernier pack de graphiques "20/20 Vision" de Fitch. La croissance du PIB a dépassé les attentes au quatrième trimestre 2022 dans de nombreux pays du classement Fitch 20, dont certaines des principales économies mondiales.

Les États-Unis ont enregistré un résultat trimestriel non annualisé de 0,7%, tandis que la zone euro a évité de justesse une contraction et a progressé de 0,1 % en glissement trimestriel, la crise énergétique s'étant avérée moins grave que prévu. La Chine et le Royaume-Uni ont tous deux enregistré une stagnation de leur PIB en glissement trimestriel, dépassant ainsi les prévisions de contraction pure et simple.

Les marchés émergents ont présenté un tableau mitigé jusqu'à présent, l'Indonésie et le Mexique ayant connu une croissance plus rapide que prévu, tandis que la Corée et - surtout - la Pologne ont déçu avec des baisses trimestrielles.

Les taux d'inflation IPC, bien que toujours élevés, se sont modérés au cours des derniers mois et ont montré les premiers signes d'une baisse dans de nombreux pays de la zone Fitch 20, notamment les États-Unis, la zone euro, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Canada, le Brésil, la Russie et la Turquie.

Simultanément, les banques centrales ont poursuivi leurs cycles de hausse et les taux d'intérêt directeurs ont augmenté dans de nombreux pays du Fitch 20 au cours des dernières semaines. La Fed a relevé la limite supérieure de son taux cible des fonds à 4,75%, la BCE a porté le taux de l'OMR à 3% et la Banque d'Angleterre a augmenté son taux d'escompte à 4%. Des hausses de taux ont également été observées en Suisse, en Australie, au Canada, en Inde et en Indonésie, entre autres.

**SOCIETES**

* Danone a terminé en tête de l'indice phare de la place parisienne, talonné par Stellantis.
* A contrario, Korian a fermé la marche du SBF 120, évoluant sur ses plus bas historiques après avoir publié des résultats et des perspectives inférieurs aux attentes.
* Euronext (-7,44% à 71,12 euros) a affiché l’une des plus fortes baisses de l’indice SBF 120 après avoir soumis une « offre indicative » de 5,5 milliards d'euros pour racheter Allfunds. Le titre de la plateforme de distribution d’OPCVM bondit pour sa part de 16,29% à 5,53 euros, soit un niveau proche du prix de 8,75 euros par action offert par la bourse paneuropéenne. Allfunds affiche ainsi une capitalisation de 5,4 milliards d'euros. Selon le communiqué d'Allfunds, Euronext propose 5,69 euros en numéraire et 0,04059 nouvelle action Euronext par titre.

La bourse paneuropéenne ajoute qu'elle est en discussion active avec les principaux actionnaires d'Allfunds, Hellman & Friedman et BNP Paribas, possesseurs de 46,4% du capital. La banque française détient seule 12,2% du capital, selon ses états financiers consolidés pour 2022.

Au premier semestre, Allfunds a enregistré une croissance de 5% de ses revenus à 259 millions d'euros et une progression de 4% de son Ebitda ajusté à 188 millions d'euros. A fin septembre, elle administrait 1 290 milliards d'actifs.

" La société est 3 fois plus grande que son plus proche concurrent dans un secteur où la taille est importante ", faisait récemment remarquer Jefferies.

Cette offre indicative est conditionnée, entre autres, à la conclusion d'un accord avec les principaux actionnaires existants d'Allfunds. Elle est actuellement examinée par le conseil d'administration d'Allfunds et Euronext se réserve le droit d'en modifier les termes.

" Il n'y a aucune certitude que cela conduise à la présentation d'une offre " a souligné Euronext. Une nouvelle annonce sera faite en temps voulu.

* Se fixant l’engagement environnemental ambitieux d’atteindre la neutralité carbone pour l’ensemble de ses sites d’ici à 2025, dont une trentaine en France incluant ses 11 usines, le Groupe L’Oréal signe plusieurs contrats avec le groupe EDF qui participent à la réalisation de cet objectif. Cela concerne des contrats d’achat direct d’électricité d’origine renouvelable (Corporate Power Purchase Agreement ou C-PPA) avec EDF Renouvelables, à partir de la production de deux parcs solaires ; un contrat avec Agregio, pour agréger la production de ces parcs solaires.

Enfin, un accord a été trouvé concernant un contrat de fourniture d'électricité avec EDF sur 2024 et 2025 pour alimenter les sites de production du Groupe L'Oréal en France, intégrant le volume du PPA.

Ces contrats d'achat direct d'électricité d'origine renouvelable portent sur la fourniture pendant 15 ans de la totalité de la production de deux centrales solaires à construire et exploiter par EDF Renouvelables. Avec ces contrats, le Groupe L'Oréal va bénéficier d'un prix d'achat maitrisé sur le long terme, va garantir l'origine renouvelable de l'électricité ainsi achetée et va développer de nouvelles capacités pour ses activités.

Situées en Corrèze et dans les Vosges, et d'une puissance installée cumulée de 27 MWc, ces deux centrales solaires, dont les mises en service sont prévues respectivement d'ici au troisième trimestre 2024 pour la première et au second trimestre 2025 pour la seconde, produiront l'équivalent de 25% de la consommation d'électricité du Groupe L'Oréal en France.

* Stellantis a affiché une des plus fortes hausses du CAC 40 (+2,22% à 16,22 euros) après avoir publié des résultats record pour l’année 2022 et amélioré la rémunération de ses actionnaires. Le constructeur automobile a dégagé un bénéfice net de 16,8 milliards d’euros en hausse de 26% et un résultat opérationnel courant de 23,3 milliards d’euros, en progression de 29%. La marge est ressortie à 13%, en amélioration de 1,2 point et supérieure de 0,5 point au consensus. Stellantis souligne qu’elle a dépassé l’objectif de 12 % prévu pour 2030.

UBS relève que sa marge opérationnelle ajustée pour l'Amérique du Nord est la plus élevée du secteur, à 16,4%.

Le chiffre d'affaires du groupe ressort à 179,6 milliards d'euros, en hausse de 18 %, " fruit d'une dynamique de prix nets solide, d'un mix véhicules favorable et d'effets de change positifs ".

Le quatrième constructeur automobile mondial, dont le free Cash-Flow industriel a bondi de 78% à 10,8 milliards d'euros (contre un consensus de 8 milliards), affiche 7,1 milliards d'euros de cash net lié aux synergies, avec plus de deux ans d'avance sur l'objectif de 5 milliards d'euros par an.

Le groupe, né en janvier 2021 de la fusion entre PSA et FCA, a par ailleurs annoncé le lancement en 2023 du premier véhicule électrique aux Etats-Unis, le Ram ProMaster.

L'entreprise a pour ambition d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2038, avec une réduction de moitié d'ici 2030 par rapport à 2021. En 2022, l'entreprise a diminué l'empreinte carbone de ses sites industriels et immobiliers (Scopes 1 et 2) de 11 %.

* Plastic Omnium avait pris la tête du SBF 120 ce matin à la mi-séance avec une hausse de près de 4% à 17,32 euros, galvanisé par des résultats annuels marqués par un cash-flow libre bien supérieur aux attentes. A la clôture, il a gagné 0,06% à 16,71 euros. Le groupe industriel a réalisé un chiffre d’affaires économique 2022 en progression de 18,2% à 9,477 milliards d’euros, un résultat net part du groupe en croissance de 32,6% à 168 millions d’euros et une marge opérationnelle en nette progression de 20,2% à 364 millions d’euros. Elle représente 4,3% du chiffre d’affaires consolidé contre 4,2% un an plus tôt.

La génération de cash-flow libre ressort à 289 millions d'euros hors acquisitions (243 millions d'euros avec acquisitions), " très nettement au-dessus des objectifs ".  Plastic Omnium visait plus de 260 millions d'euros et le consensus s'élevait à 151 millions d'euros.

Pour 2025, le groupe vise un chiffre d'affaires supérieur à 11,5 milliards d'euros contre environ 11 milliards d'euros initialement communiqué en mai 2022, et une marge opérationnelle en euros en croissance annuelle moyenne supérieure à 15% entre 2022 et 2025, avec un cash-flow libre " compris entre 3% et 4% du chiffre d'affaires ".

Plastic Omnium annonce une intensification de sa dynamique commerciale sur le marché de l'hydrogène, avec la signature de contrats majeurs (Safran, Stellantis, Hyvia, Ford) et la construction à venir de la plus grande usine de réservoirs à hydrogène d'Europe.

Le groupe prévoit la poursuite de sa feuille de route de neutralité carbone, avec une baisse des émissions de CO2 de 9% par rapport à 2021 et de 26% par rapport à 2019, année de référence de ses engagements.

* Korian a fini lanterne rouge du SBF 120 à la clôture avec une baisse de 19,86% à 7,65 euros après avoir publié des résultats et des perspectives inférieurs aux attentes. Le bénéfice net part du groupe des activités poursuivies de Korian est de 66,9 millions d’euros au titre de 2022 contre 123,4 millions d’euros en 2021.

Le spécialiste des maisons de retraite médicalisées explique qu'il a été notamment impacté par un niveau élevé de dépenses non-récurrentes en 2022, liées aux opérations de transformation du réseau en France, en Allemagne et en Belgique (cessions et fermetures d'établissements). Le bénéfice net s'établit à 22 millions contre 71 millions attendus.

L'Ebitdar ou Ebitda avant loyers a augmenté de 1,8% à 1,09 milliard d'euros et la marge s'est élevée à 24,1 %, en baisse de 80 points de base. L'Ebitdar est inférieur de 3,1% aux attentes,

Le chiffre d'affaires a augmenté de 5,6% à 4,534 milliards d'euros, avec un impact négatif de 3,6 % des cessions réalisées ces 24 derniers mois, dans le cadre des efforts du groupe pour homogénéiser son portefeuille d'actifs dans les activités Soins de longue durée. La croissance organique est ressortie à 6,2 %.

Cette année, la croissance interne est attendue à plus de 8 %, " portée par les transformations et les ouvertures récentes, la normalisation des taux d'occupation et de l'activité, ainsi que les revalorisations des tarifs reflétant les hausses de coûts ". Les analystes étaient plus optimistes et attendaient plus de 9%.

**ANALYSE**

* Les marchés sont-ils allés un peu vite en besogne ? Vendredi dernier, les investisseurs ont fait bondir leurs prévisions d'évolution des taux de la Banque centrale européenne, voyant le taux de dépôt atteindre 3,75 % d'ici à l'automne. Un net relèvement, qui avait suivi à la fois des chiffres américains montrant que les pressions inflationnistes restaient vives outre-Atlantique, et des déclarations assez fortes de l'Allemande Isabel Schnabel sur la nécessité de poursuivre le resserrement monétaire.

C'est un retour de balancier brutal, après plusieurs semaines où les investisseurs tablaient sur une approche plus modérée de la BCE. Mais qui ne reflète pas forcément la réalité. « Il y a eu un excès de volatilité sur les anticipations de taux terminal [le niveau où la BCE cessera de remonter ses taux directeurs, NDLR], confie aux « Echos » François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France. Autrement dit, les marchés ont un peu surréagi depuis jeudi. »

La BCE pourrait donc se montrer plus modérée dans le rythme de ses futurs tours de vis, comme l'avait déjà indiqué le banquier central dans un discours sur la politique monétaire, tenu vendredi devant le Centre des professions financières. « Nous ne serons en aucune manière obligés de relever les taux à chaque conseil des gouverneurs d'ici à septembre, avertit le gouverneur. Nous sommes déjà en territoire restrictif avec un taux de dépôt à 2,5% et a fortiori quand il aura atteint 3 % en mars. » Cela veut dire que les taux ont dès à présent atteint un niveau où ils ralentissent l'économie.

La BCE entrera après mars dans une phase moins rapide, avec une attention toute particulière apportée aux données économiques. En ligne de mire, la stabilisation des taux directeurs. François Villeroy de Galhau plaide pour une approche pragmatique, qui permette de définir quels seront les événements qui emporteront la décision de la BCE d'arrêter ses hausses de taux dans un premier temps, puis, mais plus tard, d'entreprendre une baisse.

« La stabilisation devra à mon sens intervenir quand nous aurons un clair retournement de l'inflation sous-jacente [la hausse des prix hors alimentation et énergie, NDLR]. L'exercice nécessitera une part de jugement, combinant données réelles et prévision », souligne le gouverneur. Celui-ci estime que la décision pourrait être prise avant la fin de l'été, voire plus tôt.

« Concernant l'inflation globale, nous sommes proches du pic, estime François Villeroy de Galhau. Pour l'inflation sous-jacente, ce n'est pas encore le cas. Mais elle augmente déjà moins vite. »

**L’AGENDA DU 23 février 2023**

**11h00 en zone euro**
Inflation en janvier

**14h30 aux Etats-Unis**
Nouvelle estimation du PIB au quatrième trimestre

Inscriptions hebdomadaires au chômage

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de gaz

Evolution hebdomadaire des stocks de pétrole